Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

275 | Janvier-Juin

Géopolitiques du riz

Le mythe de l'autosuffisance en riz en Guinée. Le paradoxe des politiques face aux stratégies locales

Pascal Rey et Marine Rétif

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/8054>

DOI : 10.4000/com.8054

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2017

Pagination : 93-114

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Pascal Rey et Marine Rétif, « Le mythe de l'autosuffisance en riz en Guinée. Le paradoxe des politiques face aux stratégies locales », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 275 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2020, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/8054> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.8054>

Le mythe de l'autosuffisance en riz en Guinée. Le paradoxe des politiques face aux stratégies locales

P. Rey et M. Rétif

Résumé

L'autosuffisance en riz est un mythe persistant en République de Guinée. Depuis l'époque coloniale, cet objectif a été continuellement repris par les différentes Républiques qui se sont succédées, au point d'être encore encouragé de nos jours par des bailleurs qui interviennent dans le développement agricole. Cependant, le contexte mondialisé, l'importation de riz d'Asie, l'organisation sociale locale, les itinéraires techniques et les stratégies économiques des ménages rendent peu justifiable cette volonté. Cet article propose de mettre dans une perspective diachronique ces politiques et de les confronter aux réalités locales pour questionner leur pertinence, en se basant sur un ensemble de travaux réalisés en Guinée Maritime entre 2003 et 2016.

Abstract

Self-sufficiency in rice is a persistent myth in Guinea Conakry. Since colonial times, this objective has been continually taken up by the various successive republics, to the point of being encouraged today by donors involved in agricultural development. However, the globalised context, the import of Asian rice, the local social organisation, the crop management system and the economic strategies of the households warranted this approach. This paper proposes to put these policies in a diachronic perspective and to confront them with local realities to question their relevance, based on a set of studies carried out in Coastal Guinea between 2003 and 2016.

Introduction

Depuis près d'un siècle, la République de Guinée n'a cessé de positionner le riz au cœur de sa stratégie nationale de développement. L'histoire des systèmes agraires de Guinée maritime, une des quatre Régions Naturelles du pays, est d'ailleurs étroitement liée à la production de riz, en particulier le riz de mangrove. Si le riz est resté un élément essentiel des stratégies socio-économiques sur le littoral, sa promotion ne représente plus le même intérêt sur le plan national et international que lors de son développement important au milieu du xx^e siècle.

Figure 1 - Les Régions Naturelles de la République de Guinée naturelles de la Guinée (Delotter, 2018)

Tandis que les gouvernements successifs, soutenus par les bailleurs de fonds, ont continué pendant de nombreuses années à promouvoir l'autosuffisance de la Guinée sur ses besoins en riz, d'autres éléments comme le contexte mondialisé, l'importation de riz d'Asie, l'organisation sociale locale, leurs itinéraires techniques et les stratégies socio-économiques des ménages interrogent sur la pertinence d'un tel objectif.

En effet, la dimension pluriactive des ménages de la zone positionne chaque source de revenu dans une stratégie de gestion du risque qui doit être prise en compte. Chaque activité participe à un objectif de subsistance et représente une sécurité de par la forme du revenu ou la dialectique avantages/contraintes de l'activité. Dans ce cadre, la riziculture tient un rôle particulier dans ces stratégies qu'il est important de considérer afin de comprendre la

portée d'une politique d'extension des périmètres et d'augmentation des rendements.

À une autre échelle, les activités pratiquées par les ménages participent également à la gestion du territoire villageois et de ses ressources. Dans des systèmes fortement communautarisés, l'ensemble des pratiques contribuent à des stratégies à l'échelle de la communauté et chaque activité doit être comprise comme un élément qui tient une place précise dans ce contexte.

En se basant sur un ensemble de travaux réalisés entre 2003 et 2016 en Guinée Maritime (des travaux de recherche entre 2003 et 2007 sur la côte guinéenne entre Boffa et la frontière bissau-guinéenne dans le cadre d'un projet de recherche-action (CNRS/IRD/Muséum d'histoire naturelle de Paris)¹ et une dizaine d'études de base socio-économiques réalisées entre 2008 et 2016²), nous proposons de revenir sur les différents niveaux d'incompatibilité entre les réalités locales et les objectifs des politiques de développement de la riziculture du gouvernement et des bailleurs internationaux.

Nous détaillerons d'abord les origines du positionnement du riz au cœur des politiques nationales, pour exposer ensuite l'évolution des perceptions de la production rizicole de mangrove au cours du xx^e siècle. Nous présenterons alors le rôle joué par la production de riz dans les stratégies économiques des ménages sur le littoral guinéen et plus largement dans la gestion du territoire villageois et les itinéraires techniques. Ce sera enfin l'occasion de discuter des interventions exogènes dans les systèmes agraires pluriactifs et de revenir sur la pertinence de certaines orientations de ces politiques de développement de la riziculture.

I - Les origines du mythe

1 - Origines du mythe de l'autosuffisance en riz

Dès 1570, Alvares Almada, navigateur portugais, constate que le riz est déjà cultivé en Guinée, sur la base des savoir-faire transmis par les Ballante de Guinée Bissau (Neumeyer, 2009).

1. Programme de recherche-action financé par l'Agence Française de Développement, la Banque Mondiale et le Fonds pour l'Environnement Mondial et exécuté pour le compte du Ministère guinéen du Plan qui a porté sur une cinquantaine de villages dispersés dans cinq Sous-préfectures, elles-mêmes situées dans les Préfectures de Boffa et Boké.

2. Il s'agit d'un ensemble d'études de base dans le cadre d'études d'impact environnementales et sociales d'infrastructures. Elles ont impliqué un recensement exhaustif de populations situées dans les Préfectures de Boké et Boffa, et un ensemble d'enquêtes ménages sur la base d'un échantillonnage aléatoire tiré de la liste exhaustive des ménages.

Pendant la période coloniale (1898-1958), les colons prennent conscience des « racines des potentialités de mangrove » au cœur des « Rivières du Sud » allant de la Guinée Bissau jusqu'au Libéria (Ruë, 1998) et encouragent le développement de centres de recherche locaux. Les potentialités agro-écologiques du pays sont perçues par les dirigeants coloniaux comme une opportunité de supplanter l'Indochine et de subvenir aux besoins de l'Afrique Occidentale Française (AOF) (Neumeyer, 2009). Après avoir contribué à l'effort des deux guerres, le plan décennal (1954-58) instaure « l'assainissement » des mangroves pour le développement des cultures rizicoles. Déjà, des différences de perception entre techniciens et dirigeants, dont notamment Ahmed Sékou Touré, émergent sur certains points saillants : l'expropriation des populations autochtones bénéficiaires, la réattribution de lots sans prise en compte du droit foncier local, la collectivisation, le faible retour sur investissements des aménagements coûteux et la perturbation de l'écosystème de mangrove complexe et fragile.

Malgré la succession de politiques variées (socialiste collectiviste sous la première République puis libérale sous la deuxième), les orientations en termes d'aménagement sont conservées et encouragées : sous le régime de Sékou Touré, à partir de 1958, les projets d'aménagement des grandes plaines sont développés avec différents financements russes, américains et chinois puis poursuivis sous l'influence des politiques d'ajustement structurel du Président Lansana Conté (1984-2008) prônant le libéralisme économique après 26 ans d'économie centralisée. Ces politiques sont définies en accord avec le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et les partenaires occidentaux, dont la France. Elles ont créé un fossé entre les politiques gouvernementales et les réalités nationales, notamment en 1988 avec une hausse généralisée des prix difficilement soutenable par les populations. De plus, l'importation de riz dans les années 1980 n'incite pas les producteurs à produire plus, le prix du riz importé étant similaire ou inférieur au riz local, auquel s'ajoutent des difficultés d'accès aux moyens de production, en particulier les intrants lorsqu'ils ne sont pas subventionnés. Or, les subventions ne faisaient pas partie du modèle économique libéral prôné. L'écart entre le monde rural et la vision de l'État se creuse.

Ainsi, les Lettres de Politique de Développement Agricole (LPDA) (1 et 2 – 1989-1999 et 1998-2005) assurent que la priorité du gouvernement demeure l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2000, et plus spécifiquement l'autosuffisance en riz en 2005. Ces objectifs ne seront jamais atteints et se poursuivent jusqu'en 2011, avec l'introduction du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et de la Politique Nationale de Développement Agricole 2015 (PNDA 2015) qui offrent

une vision plus large sur l'accès aux marchés et une place plus importante à la diversification agricole.

Durant plus de cent ans, le riz demeure au cœur de la volonté de souveraineté alimentaire de la Guinée, justifiée par de nombreux arguments : les Guinéens sont parmi les plus gros consommateurs de riz d'Afrique avec une consommation estimée entre 110 et 130 kg en moyenne par an et par habitant en Guinée Maritime ; la Guinée importe annuellement près du tiers de sa consommation en riz qui couvre 40 % des besoins énergétiques des familles et constitue le premier poste de dépenses des ménages avec 20 % de leurs revenus (Neumeyer, 2009).

Toutefois, avec 333 000 tonnes produites annuellement, le riz de mangrove *Bora Malé* contribue uniquement à hauteur de 16 % à la production nationale, soit 1/5^e des surfaces consacrées à la riziculture dans le pays (environ 70 000 ha) (Norsa, 2011).

Facteur de stabilité sociale, fierté nationale, il apparaît donc que toute action qui vise à stimuler la production rizicole en Guinée ait représenté un enjeu national fédérateur, repris et encouragé par les politiques et les bailleurs.

2 - Évolution de la perception de la production rizicole de mangrove au cours du xx^e siècle

L'étude de l'évolution des droits fonciers coutumiers³ qui régissent l'accès aux espaces de production de riz inondé du littoral guinéen au cours du xx^e siècle peut également nous permettre de comprendre les enjeux liés à sa production il y a plus d'un demi-siècle. En effet, le droit coutumier reste le droit qui a cours dans les zones rurales en Guinée, encore aujourd'hui, dans un contexte où le Code Foncier et Domanial reste très peu prégnant hors des villes.

Bouju (1994) décrit l'apparition de droits individuels qui lient un paysan à un groupement de casiers comme récente. Ce phénomène semble être apparu après la Seconde Guerre mondiale (Rivière, 1973). Il est difficile de cerner véritablement les motivations d'une telle évolution tant la bibliographie est peu dense sur ces dynamiques en Guinée Maritime. Deux facteurs à mettre en parallèle semblent avoir conduit à l'appropriation individuelle privée des casiers.

3. Nous utilisons ici le terme « coutumier » en toute connaissance de son ambivalence. À l'instar des auteurs de l'ouvrage dirigé par Colin, Le Meur et Léonard (2009), de Chauveau (1998) et de Le Roy (2003), nous utiliserons ainsi le terme « coutumier », au même titre que le terme « local », pour désigner les autorités et les droits fonciers locaux, fruits d'une évolution empirique lente des modes de régulations, sans présager de leur capacité à s'adapter à des facteurs exogènes aux communautés concernées.

Tout d'abord, la nécessité de grands aménagements hydrauliques – avec la diminution progressive de la mangrove par défrichage et l'intensification de l'utilisation des rizières avec l'apparition des techniques d'endiguement (Chéneau-Loquay, 1997) – a mené à l'individualisation de la détention des parcelles (Rivière, 1973). En second lieu, le lancement d'un projet visant à faire de la Guinée le grenier à riz de l'Afrique de l'Ouest, dans l'objectif d'assurer l'autosuffisance alimentaire des colonies, a impulsé une forte poussée de la demande (Suret-Canale, 1970). L'opportunité offerte aurait pu permettre de dégager un surplus monétaire, les revenus d'une telle nature étant jusqu'alors généralement absorbés dans leur intégralité par l'impôt colonial (Suret-Canale, 1980). Le droit a ainsi pu évoluer vers une gestion plus autonome des casiers pour permettre aux exploitants d'investir dans les aménagements nécessaires pour répondre à la demande axée, alors, sur la Guinée.

Des opportunités extérieures peuvent infléchir les règles pour que tous puissent avoir la capacité d'y répondre. Si la nécessité d'investir dans les aménagements rizicoles a transformé l'accès à la terre, les modalités de travail n'ont pas été pour autant modifiées et restent fortement communautarisées. Les deux facteurs sont donc étroitement liés puisqu'il est difficile de savoir si les techniques d'endiguement n'ont finalement pas été intégrées en raison de l'intérêt que suscitait alors une augmentation des volumes de production (Rey, 2012).

3 - Un glissement de la riziculture de rente vers le vivrier

Aujourd'hui, dans les zones de mangroves, la production de riz ne revêt pas le même intérêt et les enjeux sont différents. Sur le littoral guinéen, les approches sont fortement dépendantes du milieu. Les opportunités sont très variables dans les parties continentales ou dans les zones de mangrove. Afin d'avoir une perception des dynamiques rizicoles du littoral guinéen, nous proposons d'analyser les stratégies économiques et monétaires des ménages des zones qui offrent l'opportunité de pratiquer la riziculture inondée.

La zone qui nous concerne est comprise entre le piémont du Fouta-Djalon et l'océan Atlantique. Cette situation géographique explique l'existence de plusieurs types de milieu qui offrent des potentialités agro-écologiques différentes. Cette diversité conditionne très fortement les activités praticables dans les différents villages de la zone et donc les stratégies des ménages qui vont disposer d'opportunités différentes. Dans un contexte où les activités de subsistance sont basées sur la gestion du risque, il existe un recours important à la pluriactivité, essentiellement liée à des activités agricoles : il s'agit de multiplier les pôles de revenu (aussi bien financier qu'en nature) afin de diminuer le risque. Or la combinaison des activités varie suivant le type de

milieu. Les mises en valeur des facettes agro-écologiques et l'utilisation qui en est faite peuvent alors induire différents modes de gestion du territoire (Rossi, 2000).

Figure 2 - Localisation de la Guinée Maritime avec mise en évidence du Piémont du Fouta Djallon (Delotter, 2018)

Plus les villages sont proches de l'océan, plus les espaces inondables, propices à la riziculture inondée sont importants et plus les revenus issus de cette pratique prennent de la place dans les dynamiques économiques des ménages. Pour les espaces proches du piémont, du fait de leur situation éloignée de la côte et des chenaux, et de l'absence, sur le territoire villageois, d'espaces inondables pour la riziculture inondée, la riziculture de mangrove n'est pas pratiquée. Nous nous attacherons donc ici aux espaces qui présentent une opportunité pour la mise en valeur qui nous intéresse dans cet article. Entre les territoires villageois constitués quasi-exclusivement d'espaces inondables et ceux qui n'en offrent que quelques parties, le riz conserve la même place au sein des économies familiales, même si les combinaisons en termes d'activités varient.

Ces zones sont propices à la pratique d'activités liées aux espaces aquatiques et aux espaces inondables. Ce sont les lieux destinés à la pratique de la pêche, de la riziculture inondée mais aussi de la saliculture et d'activités liées à la pêche, comme le fumage du poisson. La pêche peut être pratiquée en mer ou dans les chenaux, de façon saisonnière, ou sur les plaines inondées. La saliculture est plus ou moins développée suivant les sites. L'agriculture est très largement dominée par la culture du riz inondée, pratiquée dans des casiers aménagés. Quelques tubercules peuvent être aussi cultivés à proximité du village.

Le graphique suivant représente le pourcentage de chaque pôle de revenu dans les revenus globaux du ménage (avec les productions autoconsommées valorisées en monétaire)⁴ pour les principales activités exercées dans les zones concernées par les espaces inondables, propices à la riziculture de mangrove. Ce traitement concerne cent soixante-treize ménages, représentatifs d'une quinzaine de villages situés dans les Préfectures de Boké et Boffa.

Graphique 1 - Revenus globaux moyens par ménage pour chaque activité (OGM, 2007)

Il apparaît que la riziculture inondée occupe une place importante dans les dynamiques agraires des populations résidentes de ces zones de mangrove. Avec 20 % des revenus globaux, elle est l'activité agricole la plus importante. Cependant, pour bien comprendre le rôle joué par la production du riz, il est nécessaire d'avoir une vision de la participation du riz dans les revenus monétaires des ménages. Le graphique suivant reprend les revenus monétaires moyens par activité pour les mêmes ménages.

Avec une participation aux revenus monétaires des ménages de 3 %, la riziculture inondée représente une source très faible de revenu monétaire, cantonnée à une activité vivrière. Cette monétarisation est assez limpide : le riz ne permet pas de dégager de réel surplus car tout le riz produit est autoconsommé. Les revenus issus de l'agriculture proviennent essentiellement de la culture de l'arachide (qui représente 6 % dans les deux graphiques et est donc clairement une activité de rente), pratiquée uniquement dans les zones qui offrent des espaces exondés. La pêche est la principale source de revenus monétaires.

4. Il s'agit du revenu brut par ménage, associant les revenus de l'exploitation familiale (sur la base de l'autoconsommation et des stocks rapportés au prix de vente en vigueur) dont les coûts de production ont été retranchés et les revenus annexes (issus d'autres activités).

Graphique 2 - Revenus monétaires moyens par ménage pour chaque activité (OGM, 2007)

Le même constat peut être fait pour la riziculture de coteau, pratiquée sur les abords du piémont du Fouta-Djalon. L'inexistence de zones inondables ne permet pas la riziculture inondée. Cependant, le riz fait bien partie du paysage agricole de ces zones et revêt toujours le même rôle, à savoir subvenir aux besoins des ménages et pas au-delà. Les études que nous avons menées⁵ dans d'autres Régions Naturelles du pays, en particulier en Haute Guinée et en Guinée Forestière, aboutissent toujours à la même analyse : le riz garde un rôle de sécurisation des besoins alimentaires de base annuels du ménage et en aucun cas une culture destinée à générer des revenus monétaires, même si dans quelques rares cas, quelques surplus, « non volontaires », peuvent être dégagés.

Il apparaît ainsi que la riziculture, quel que soit le milieu, reste une culture essentiellement vivrière sur le littoral guinéen. L'objectif est de produire les quantités nécessaires au besoin du ménage pour l'année. Les revenus monétaires sont ainsi recherchés à d'autres niveaux.

5. Il s'agit d'études réalisées sur la base d'enquêtes ménages entre 2008 et 2016 (4 en Haute-Guinée et 3 en Guinée Forestière). Elles ont impliqué un recensement exhaustif des populations étudiées et un ensemble d'enquêtes ménages sur un échantillon tiré aléatoirement sur la base de la liste exhaustive des ménages de la zone d'étude (dans les Préfectures de Lola, Beyla, Kérouané, Macenta, N'Zérékoré, Yomou, Mandiana, Siguiiri et Kissidougou).

II - La réalité de la place du riz au niveau local

1 - Riziculture inondée et stratégies économiques des ménages

Plus généralement, les stratégies des ménages et les principes de régulation de l'accès aux espaces de production répondent à un contexte économique et social précaire. Pour comprendre les facteurs qui déterminent les orientations des communautés locales, il nous faut revenir sur les dynamiques pluriactives des ménages de Guinée Maritime.

S'il y a eu un réel intérêt commercial porté à la riziculture au milieu du xx^e siècle, nous avons souligné que la production de riz offrait aujourd'hui un intérêt vivrier.

Soixante ans plus tard, la riziculture ne remplit donc plus ce rôle commercial dans la stratégie des ménages. En effet, s'il était alors pertinent d'investir du temps de travail dans la production de riz, il semble que, de nos jours, le rapport « temps de travail/revenus » ne légitime plus une concentration de travail sur cette activité. Les contextes des deux périodes méritent d'être rappelés pour illustrer l'adaptabilité des systèmes ruraux de Guinée Maritime.

Selon Rossi (2000), plusieurs facteurs peuvent expliquer l'âge d'or de la riziculture de mangrove au milieu du xx^e siècle :

La main-d'œuvre était importante, la monétarisation et les possibilités de diversification des activités très faibles, l'attraction exercée par des villes peu peuplées inexistante. À cela, il convient d'ajouter des conditions climatiques et hydrosédimentaires favorables. Toutes les conditions étaient à ce moment réunies pour permettre aux riziculteurs de réaliser des récoltes largement supérieures aux besoins (p. 21).

Aujourd'hui, les conditions ont bien changé : la riziculture, très demandeuse en temps de travail, ne génère plus un revenu suffisant par rapport au temps alloué et, surtout, de nombreuses autres opportunités permettent aux ménages de diversifier leurs revenus en s'orientant vers des activités plus rémunératrices.

Cette évolution du contexte a permis au système en place de développer une approche basée sur la pluriactivité. Face aux aléas, la diversification des revenus s'est imposée. La pluriactivité représente en effet la réponse la mieux adaptée aux différents risques que rencontrent les ménages (risques liés au climat, aux prédateurs, à la baisse des prix...). La vigilance du système face aux changements lui permet en permanence d'optimiser sa cohérence avec le

contexte. C'est la multiplication des opportunités et la capacité d'adaptation du système qui font évoluer les dynamiques vers une diversification des revenus dans leur acceptation la plus large. Cette multipolarité des revenus constitue une forme de gestion du risque. Par exemple, nombre d'observateurs s'étonnent que les communautés littorales ne deviennent pas exclusivement pêcheurs sachant que c'est une activité très fortement rémunératrice, sans comparaison possible avec les activités agricoles. Dans un contexte où le Franc guinéen est fluctuant et où le prix du riz est régulièrement à la hausse (du fait de l'évolution de la parité GNF/devise), la pratique exclusive d'une activité qui génère des revenus monétaires représenterait un trop grand risque. L'argent accumulé pourrait ne pas suffire pour acheter autant de riz que le ménage en produit. La combinaison des activités pratiquées varie ainsi d'un site à l'autre ; il s'agit d'un savant dosage qui vise à répondre au mieux à la variabilité du contexte tout en limitant la prise de risque au maximum.

Les stratégies pluriactives représentent une fidèle illustration de la capacité d'adaptation des communautés villageoises. Dans un contexte où l'État n'offre pas les garanties, les aides et les assurances que connaissent les pays occidentaux, les populations rurales se doivent d'assumer et de gérer les risques en adaptant le système. La riziculture joue un rôle précis dans cette gestion du risque et ainsi, faire évoluer les volumes de production au-delà des besoins du ménage a peu de sens pour une activité qui détient un ratio efforts fournis/revenus (en nature) parmi les moins intéressants.

2 - Riziculture et stratégies villageoises pour la durabilité des ressources

La riziculture, tout comme de nombreuses autres activités pratiquées dans la zone, joue également un rôle dans les dynamiques des populations littorales à une autre échelle : celle du village. De nombreuses modalités de gestion, à la croisée des questions de durabilité des ressources et d'assurance de la reproduction socio-économique du système, sont des révélateurs de cette double préoccupation qui anime les autorités villageoises. Chaque pôle d'activité à l'intérieur du territoire villageois joue donc un rôle qui va au-delà d'une réponse aux besoins économiques du ménage : il répond également à une cohérence de gestion située à l'échelle de l'ensemble de la communauté villageoise.

Il existe tout un système de contrôle, à la fois des espaces de production au sens large (agriculture, saliculture, pêche, espaces boisés) et des pratiques sur ces espaces (Weber, 1998). On assiste à une régulation des ponctions dans le milieu dont les chefs coutumiers sont les gestionnaires attentifs. Il apparaît donc comme pertinent de la prendre en compte car ces communautés

villageoises sont les premiers dépositaires des moyens de reproduction des ressources indispensables au développement économique et social de leur communauté.

Le rôle joué par les détenteurs de casiers rizicoles dans la gestion de la coupe des espaces boisés sur les zones inondables est un bon exemple des modalités de gestion des ressources naturelles du territoire villageois, contrôlées par les autorités coutumières, et plus précisément par le droit coutumier (Rey, 2011a). Ainsi, les barrières naturelles de palétuviers destinées à protéger de l'inondation les espaces rizicoles et les zones tampons entre les tannes herbeuses et les terres exondées sont interdits à la coupe. Sur les espaces de la riziculture inondée, il existe tout un système de gestion de la coupe qui permet de faire face au contrôle des flux et reflux d'eau. Afin de diminuer les risques pour leurs familles, les détenteurs de droits d'usage ou droits opérationnels (Colin, 2008) s'appuient sur deux éléments : le contrôle de la coupe des palétuviers et la position de leurs casiers. S'agissant de la coupe des palétuviers, toute la communauté bénéficie de cette gestion qui protège tous les espaces rizicoles. Quant à la position des casiers, il s'agit d'un savant dosage entre s'assurer la proximité des entrées d'eau afin d'éviter les carences tout en recherchant un certain éloignement pour ne pas être victimes d'inondations éventuelles. Augmenter les espaces dédiés à la riziculture inondée pourrait mettre en péril ces modalités de gestion.

Plus généralement, la pluriactivité s'inscrit dans cette volonté de réduction des risques et donc de la vulnérabilité. Elle permet à la fois de multiplier les sources de revenus et d'équilibrer l'exploitation des différentes facettes agro-écologiques car la pluriactivité joue également un rôle important dans la préservation des ressources : elle évite d'exploiter une seule facette du terroir villageois et donc d'exercer une forte pression sur une même ressource. Inviter les communautés paysannes à concentrer leurs efforts sur une facette agro-écologique du territoire villageois présente le risque d'augmenter la pression sur cet espace et de mettre en péril l'équilibre qui participe à la durabilité des ressources (Rey, 2011b).

3 - Itinéraires techniques locaux de la riziculture inondée

La variété des milieux de mangrove et ses sols riches, ont toujours été appréciés par les agriculteurs côtiers de Guinée. Toutefois, l'ingéniosité et la variété des pratiques développées témoignent des caractéristiques changeantes, contraignantes et mouvantes de ce milieu.

En effet, en Basse Guinée, les rizières de mangrove sont confrontées à trois contraintes majeures que sont la salinité, le régime hydrique et l'acidité dans le cas des sols riches en soufre (Sow, 2003). Une rentrée d'eau salée peut détruire toute une récolte tandis qu'avant la mise en culture, l'apport d'eau de mer permet la sédimentation et le maintien de la fertilité sans apports d'intrants. L'acidification du sol causé par l'oxydation de la pyrite en aérobiose conduit à une perte de fertilité tandis qu'un excès d'eau étouffera un sol non drainé. La riziculture de mangrove est donc avant tout une affaire d'équilibre et de fine maîtrise de la lame d'eau.

Ainsi, à l'identique des stratégies économiques des ménages basées sur la diversification du risque, les agriculteurs ont su s'adapter à ces espaces dynamiques en développant « des modes de gestion très souples, de type opportuniste, basés sur la diversité et la complémentarité des écosystèmes et des activités agricoles » (Rossi, 2002).

Ces techniques nécessitent l'utilisation d'un outil original et spécifique dénommé *koffi* chez les Baga. Instrument aratoire muni d'un long manche qui peut atteindre plus de quatre mètres de long et d'une pelle incurvée à son extrémité, il permet de mener à bien diverses tâches spécifiques depuis la construction des digues jusqu'au labour des rizières (Ecotin, 1999). Diverses techniques sont utilisées, variant d'un espace à l'autre : culture à plat, sur billons ou en rizière ouverte, avec des variétés locales ou améliorées. L'aménagement des rizières repose sur plusieurs étapes que sont l'endiguement, le défrichement, le casiérage, le dessalement, la gestion de l'eau et le suivi du calendrier cultural. Les Ballante, groupe ethnolinguistique originaire de Guinée Bissau⁶, jouent un rôle essentiel dans la diffusion de ces techniques : ils sont reconnus comme les spécialistes du casiérage et le recours à cette main-d'œuvre est très courant en Guinée Maritime du Nord.

Ce savoir-faire de « gestion de l'eau à la parcelle », nécessite une fine connaissance des marées, des courants et de la mangrove. Les paysans investissent sur des parcelles de petite taille et avec peu de moyens (diguettes construites à la main à l'aide du *koffi*). La gestion de l'eau était historiquement maîtrisée (et l'est toujours par certains agriculteurs) grâce à des troncs de palmiers creux plus ou moins fermés qui permettent l'entrée d'eau de mer et la sortie d'eau douce en fonction de l'avancement du cycle cultural.

6. Ils constituent, depuis la fin du XIX^e siècle, le groupe ethnique majoritaire de Guinée Bissau. C'est dans les années 1950 que les migrations vers le Nord de la Guinée Maritime ont débuté. Les Ballante fuyaient alors les troubles causés par la répression des premières revendications de l'indépendance (Hawthorne, 2000). Leur migration dans la zone d'étude est donc très récente, tout comme leur installation, mais grâce à leurs connaissances techniques dans les aménagements rizicoles, ils ont su s'intégrer rapidement, même si leurs pratiques sont parfois contraires à la culture locale (notamment les questions liées à l'islam), ce qui explique leur installation physique le plus souvent à l'extérieur des villages.

L'investissement sur le casier demeure léger et répond aux besoins d'une saison agricole, lorsque l'usager n'occupe pas la parcelle de façon pérenne. Que ce soit le manque ou l'excès, le contrôle de l'eau reste ainsi la contrainte majeure, suivie par la salinité et l'acidité des sols. Cette gestion de l'eau est également liée aux interdits de coupe qui participe à la gestion des ressources naturelles du territoire villageois que nous avons évoquée plus haut. Les itinéraires techniques locaux s'inscrivent donc au-delà des simples nécessités de la culture concernée : ils sont intégrés dans un système de gestion plus large, qui concerne l'ensemble du territoire villageois et sont liés aux dynamiques développées autour de la culture de riz de mangrove, à savoir qu'ils contribuent à une gestion limitée des risques.

III - Le décalage des politiques rizicoles nationales

1 - Stratégies locales versus politiques de développement

S'il est un domaine où la littérature s'étend largement sur l'importance de l'intégration des réalités locales dans les politiques de développement, c'est bien celui des stratégies agro-économiques (Dufumier, 1986 ; Guéneau, 1986 ; Dufumier, 1996 ; Cochet, 2001). La prise en considération des perceptions de chaque activité dans les stratégies des ménages est un aspect fondamental de toute politique agricole. En effet, si la sécurité foncière inhérente aux espaces de mangrove semble propice à l'appui aux aménagements pour la riziculture inondée (Rey, 2010), le rôle de cette activité dans les besoins économiques des ménages pose des questions.

La riziculture inondée, et la riziculture en général, sont considérées comme des cultures vivrières. Si des surplus peuvent sporadiquement être dégagés, ils ne sont pas spécialement recherchés : le but est d'abord d'assurer les besoins familiaux. Les « projets riz », très répandus en Guinée Maritime, dont l'objectif est d'étendre les périmètres et d'augmenter les rendements pour accroître les volumes de production des exploitations familiales, présentent ainsi une certaine incohérence. Cette activité n'est pas perçue comme génératrice de revenus monétaires par les populations et toute tentative pour aller à l'encontre de cette perception, basée sur un choix raisonné et adapté à la situation, ne laisse pas entrevoir des résultats positifs en comparaison des objectifs affichés par ces politiques.

Rétrospectivement, ces projets, engagés il y a un peu plus de vingt ans, sont effectivement loin de donner les résultats escomptés mais sont continuellement renouvelés. Dans certaines zones, il semble, au contraire, que

cette politique ait engendré un désintérêt pour le riz de mangrove. Ce constat mérite d'être relativisé. En effet, le temps accordé à la riziculture de mangrove a été réduit malgré les perspectives des projets et l'extension des périmètres de culture. L'intensification et la hausse de la productivité qui en a découlé ont permis aux producteurs de travailler moins de temps pour produire autant. Le but étant d'assurer l'autosubsistance du ménage, le producteur peut s'orienter, une fois la quantité escomptée produite, vers d'autres activités qui présentent un meilleur rapport temps de travail fourni/revenu. Il est effectivement incohérent de demander aux exploitants de concentrer leurs efforts sur une activité aussi demandeuse en travail : ce n'est pas un hasard si les populations ne la considèrent pas (plus) comme une activité de rente.

Il semble que ces projets se basent sur un temps révolu où le riz présentait alors un intérêt monétaire. Si les résultats de ces politiques ne répondent pas aux attentes du projet, il ne faut cependant pas les considérer comme un échec car les producteurs ont pu dégager du temps de travail pour d'autres activités plus intéressantes ou encore mobiliser les connaissances et compétences développées lors de ces projets pour dynamiser d'autres filières (en capitalisant notamment sur la mise en réseau au travers des organisations paysannes ou avec des techniciens agricoles, ou encore en réalisant des transferts d'intrants sur d'autres cultures). Toutefois, un tel résultat aurait certainement pu être obtenu de façon moins laborieuse et coûteuse si les connaissances et les activités des populations locales avaient été prises en compte dès le départ.

Les chiffres sont assez parlants. La Guinée continue d'importer du riz qui représente 40 % du riz consommé au niveau national. Ce chiffre reste constant au fil des années depuis plus de 20 ans. On peut aussi préciser que le riz importé reste environ 30 % moins cher que le riz local (PRESAO, 2011). Ces chiffres questionnent inévitablement l'intérêt de la recherche de l'autosubsistance en riz en Guinée⁷.

La considération des stratégies des ménages est donc déterminante. La multiplication des pôles de revenu représentant une gestion cohérente du risque, ne pas la considérer peut engendrer une prise de risque inacceptable pour les populations. Nous pouvons nous interroger sur la pertinence, dans de tels contextes, des politiques sectorielles qui promeuvent un pôle de revenu au détriment des autres telles que celles que nous avons décrites à propos du riz. Considérer les systèmes locaux implique d'avoir une vision globale de toutes les activités et ne pas se focaliser sur une seule activité aux dépens des autres.

7. Sans pour autant remettre en question d'autres objectifs, comme par exemple le souhait de maintenir au cœur des stratégies paysannes, la valorisation d'un produit recherché et apprécié par les populations locales pour sa qualité et ses propriétés gustatives, tel que le riz de mangrove.

2 - Itinéraire technique, le fantasme de l'aménagement lourd

Pour soutenir le mythe de l'augmentation de la production de riz dans un milieu complexe comme la mangrove, l'instrument proposé et choisi par les bailleurs et l'État a été celui de l'aménagement, fer de lance des politiques nationales de soutien à la riziculture. Comme précisé plus haut, la riziculture de mangrove est avant tout une affaire d'équilibre et de fine maîtrise de la lame d'eau. Face à ce défi technique complexe, déjà relevé par les Ballante, la culture du riz nécessite des aménagements accompagnés d'innovations agro-techniques (amélioration variétale, technique culturale, gestion de l'eau...). Ces schémas d'aménagement traditionnels sont destinés, en priorité, à lutter contre le sel par l'endiguement périphérique, le casiérage et le réseau de drains qui servent ensuite à gérer l'eau douce dont les excédents posent également problème.

En Guinée, plusieurs schémas d'aménagement qui mobilisent de plus gros moyens ont été tentés par les politiques afin de dépasser ce mode de gestion. Le fantasme⁸ de l'augmentation des volumes de production du riz a poussé à la promotion des gros aménagements, le mythe ayant alimenté le fantasme au cours des années.

Ces aménagements dits lourds sont composés d'ouvrages importants, coûteux et conçus pour être rentabilisés sur une longue période. Ils induisent une organisation rigide du temps de travail et sont impossibles à transformer rapidement et à moindre coût avec des moyens techniques réduits (Rossi, 2002). Ils ne sont d'ailleurs pas entretenus par les populations, car peu adaptés aux capacités locales, en témoignent divers accidents de travail liés à l'usage des lourdes vannes. Enfin, ils n'ont pas la flexibilité du milieu changeant de la mangrove. Également, la plupart de ces gros aménagements se sont heurtés à la faisabilité technique du modèle qui a pu provoquer des bouleversements au niveau de la gestion hydrologique des bassins de marée (Ecoutin, 1999).

Ces échecs sont largement imputables à certaines lacunes, en particulier la méconnaissance du fonctionnement hydro sédimentaire du milieu, voire des modalités locales de gestion du territoire et du foncier, mais aussi à la systématisation de l'aménagement, qui représente le fameux « hard » (dur en anglais), élément de projet visible et symbolique. Ce fameux investissement en « hard » est régulièrement opposé au « soft » qui intègre les formations, les capitalisations, les appuis dans les projets de développement...

8. Dans son sens psychologique, c'est-à-dire une fixation mentale qui entraîne des excès.

Parmi ces échecs, l'expérience du périmètre de Manchon est une illustration parlante. Aménagé en 1900, l'aménagement ne pourra jamais être mis en service du fait de l'envasement du Rio Kapatchez. Un expert (Guilcher, 1956) démontre dès le milieu du ^{xx}^e siècle que cette vallée a été trop fortement endiguée, que ce soit par des digues manuelles ou mécanisées, ce qui génère une réduction du volume oscillant et annule l'effet de chasse qui empêche l'envasement des chenaux. Il propose l'ouverture d'un chenal artificiel pour assurer le drainage du haut Kapatchez vers un bassin de marée court mais puissant et résoudre ainsi provisoirement la situation. Toutefois, le chenal s'élargit rapidement du fait de la puissance du bassin de marée dans lequel il se déverse et du percement d'un nouveau chenal artificiel réalisé à l'initiative des paysans à l'aval du premier. La situation est alors très contrastée entre les parties médiane et supérieure de l'estuaire qui sont surdrainées et l'estuaire inférieur qui ne l'est plus. Dans cette partie, la situation s'aggrave lors de la construction d'une digue qui sépare l'estuaire inférieur de la plaine de Manchon, le fonctionnement hydrologique de cette dernière étant repensé et inversé pour un drainage vers le Sud et l'estuaire de la Koumba.

Cet exemple, décrit très rapidement, représente bien un des risques des aménagements à très grande échelle en zones de mangrove. Un endiguement trop important et permanent bouleverse le fonctionnement hydrologique. L'outil est mis en péril tout comme le milieu (une partie de la vallée du Kapatchez a connu une importante modification de son cortège végétal).

Bien que les aménagements réalisés depuis les années 1950 n'aient pas tous eu les mêmes conséquences que le cas de la plaine de Manchon, il semble que le fantasme de l'aménagement lourd soit réel, surtout si celui-ci sert un mythe qui ne s'inscrit pas dans les habitudes locales. Ces dernières intègrent des techniques souples, peu consommatrices de temps et d'entretien, peu coûteuses et qui s'adaptent à la variabilité du milieu.

3 - Évolutions récentes des politiques rizicoles nationales : vers des approches techniques et stratégiques plus adaptées

Cependant, ces cinq dernières années, les politiques agricoles ont commencé à intégrer les réalités locales des paysans guinéens. Les années 2010 voient émerger une prise en compte plus forte de l'importance de la diversification du bol alimentaire (*via* des programmes de sécurité alimentaire) et des approches de gestion des risques développés par les ménages basés sur la diversification des activités (production de riz, de sel, d'huile de palme...). Sans se désintéresser totalement du riz, les bailleurs intègrent d'autres composantes. En 2011, avec le développement de sa phase additionnelle dénommée Riz Basse Guinée 2 (RIGBG2), l'Agence Française

de Développement (AFD) prend en compte les enseignements du projet encore en cours et les résultats de chacune des composantes (Rétif, 2011) et propose un mode de programmation, de fonctionnement et de répartition des tâches plus adapté à l'atteinte des objectifs et à la satisfaction des besoins des riziculteurs de mangrove.

Il existe ainsi une remise en question de ces politiques et un renouvellement en douceur afin d'intégrer une vision basée sur la diversification alimentaire, le conseil de gestion à l'exploitation familiale, le soutien aux cultures maraîchères et l'introduction de la pisciculture. La participation des pratiques à la gestion durable des ressources naturelles du territoire villageois semble également progressivement être prise en compte à travers la volonté de limiter des investissements « perturbateurs » sur des zones considérées comme habitat critique et fragile, telle que la mangrove.

On peut supposer que l'origine de ces changements provient en partie des innovations techniques, de la recherche scientifique, notamment menée en Guinée par l'Institut Supérieur de Recherche Agronomique (IRAG), de la contribution d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) comme Univers-Sel, voire de la capitalisation par les bailleurs et les assistants techniques qui contribuent à ces changements.

Les projets par filière disparaissent pour des projets plus structurels qui intègrent des composantes transversales comme le conseil de gestion ou encore la traction attelée, à l'instar du Projet Sécurité Alimentaire Basse Guinée (SABG) financé par l'Union Européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD), mis en œuvre par l'ONG Guinée 44 en 2011. Certains bailleurs cherchent également à encourager des approches multi-filières en travaillant avec des faitières comme la Fédération des Organisations de Basse-Guinée (FOP-BG) qui chapeaute la production de riz, d'huile de palme, le maraîchage ou recherche une complémentarité inter-projets en évitant de financer exclusivement la production de riz. Toutefois, les activités dites « softs » de capitalisation, d'appui et de formation sont parfois moins séduisantes pour l'État et les bailleurs notamment car elles ne permettent pas ou peu de décaissements importants, rapides et visibles dans le temps. Les composantes « hard » sont donc conservées à travers des aménagements dits « lourds » ou « en dur », même si ces derniers restent appuyés dans une moindre mesure.

Cette prise de conscience récente aboutit à de nouvelles approches et à l'émergence de démarches techniques et stratégiques plus adaptées aux systèmes paysans locaux. L'exemple des tuyaux en PVC développés par l'ONG Univers-Sel illustre cette nouvelle dynamique. Comme nous l'avons précisé

auparavant, le contrôle de l'eau revêt une grande importance dans la riziculture inondée. Ce contrôle de l'eau peut être réalisé grâce à des aménagements plus légers appelés « aménagements à la parcelle » (en opposition avec les aménagements « lourds » ou « en dur »). Ces derniers consistent à utiliser des tubes de plastique (PVC) qui traversent les digues de ceinture des casiers et qui sont dotés d'un coude permettant le contrôle précis de la lame d'eau et l'admission d'eau de mer en saison sèche. Ces tuyaux sont utilisés sur des périmètres déjà exploités ou récemment abandonnés. Ils ne modifient pas en profondeur le réseau hydrographique, sont facilement manipulables par les paysans et faciles d'entretien.

Ces avantages représentent une innovation majeure dans le domaine des aménagements et une réponse adaptée aux contraintes des producteurs. Cette innovation s'appuie sur leur savoir-faire mais aussi sur le contexte local, notamment au niveau du peu de disponibilité de main-d'œuvre (car les tuyaux peuvent être manipulés et entretenus facilement par le producteur). Elle induit un changement dans la sécurisation de la culture et l'espérance de bons rendements, du fait du renforcement de la solidité des digues et diguettes qui n'ont plus besoin d'être rompues pour faire circuler l'eau, de l'amélioration des dates de mises en culture, de la meilleure gestion de la lame d'eau en fonction des besoins de la plante et de l'accroissement naturel de la fertilité des sols.

Il apparaît donc que ce sont parfois des investissements de petite dimension qui peuvent représenter des innovations techniques durables et assimilables par les systèmes locaux. Aux antipodes des aménagements lourds, des innovations ponctuelles, tout comme la prise en compte des organisations locales, ont le plus souvent des impacts positifs plus notoires que des aménagements à grande échelle.

Conclusion

Le développement de l'agriculture induit souvent la recherche à tout prix de l'augmentation des volumes de production mais également la mise en exergue du fantasme du pays « tout-puissant et autosuffisant ». Cependant, il n'est pas envisageable, dans des communautés pluriactives, d'espérer une croissance de la production sur les denrées de base si la culture en question ne représente qu'un intérêt vivrier pour les ménages. Nous avons développé ici le cas du riz en Basse Guinée mais il est certain que, dans des contextes précaires, toute communauté qui a une gestion du risque basée sur la multiplication des pôles de revenu et qui ne considère pas un pôle de production comme une source de rente a ses raisons. Si ces raisons sont basées ici sur la pénibilité

et le rapport temps de travail/revenus, elles peuvent concerner la difficulté d'accès aux espaces de production, aux rapports de force, aux phénomènes de dépendance...

Au-delà de la compréhension des stratégies socio-économiques des ménages, une activité et le terroir qui lui est lié participent également à des dynamiques de gestion du territoire villageois dans son ensemble. L'équilibre des pressions sur les différentes facettes agro-écologiques, la gestion des pratiques, la répartition foncière, le contrôle des ponctions sur les ressources lié aux besoins de l'activité... sont autant d'éléments qui placent la production du riz comme un élément d'une vision globale de gestion du territoire villageois et de ses ressources. La riziculture, dans ces contextes fortement communautarisés, doit donc être entendue comme un élément qui participe aussi bien à des nécessités à l'échelle du ménage, qu'à des besoins à l'échelle de la communauté dans son ensemble. Ces phénomènes sont à prendre en compte à la fois dans la construction de l'approche d'une politique nationale de développement de la riziculture dans son ensemble que dans les choix techniques pour la mettre en œuvre.

En Guinée, l'histoire influe très certainement sur l'idée que les zones littorales pourraient s'auto-suffire en riz. L'évolution des opportunités de marché, du contexte social et le développement des villes mais surtout la capacité d'adaptation des systèmes ruraux des communautés étudiées ne permettent plus aujourd'hui d'espérer un développement de la riziculture inondée à la hauteur des espérances des acteurs de ces politiques rizicoles. Cependant, ces politiques ont eu des effets positifs, en particulier au niveau de la libération de temps de travail vers d'autres activités plus rémunératrices et ont permis de développer une meilleure connaissance des systèmes de production locaux. Ces effets positifs et la meilleure connaissance des pratiques locales et de leurs enjeux ont conduit à remodeler les approches qui considèrent de plus en plus les stratégies de gestion du risque des bénéficiaires et à réajuster les itinéraires techniques vers des démarches plus facilement intégrables aux systèmes en place.

BIBLIOGRAPHIE

Bouju S., 1994 - « Les organisations de la production agricole et l'exploitation des ressources terrestres par les Baga du littoral guinéen », in Cormier-Salem M.C. (dir.), *Dynamique et usages de la mangrove dans les pays des Rivières du Sud (du Sénégal à la Sierra Leone)*, ORSTOM Éditions, Paris, p. 97-101.

Chauveau J.-P., 1998 - « La logique des systèmes coutumiers », in Lavigne Delville P. (dir), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Karthala-Coop française, Paris, p. 66-75.

Cheneau-Loquay A. - 1997, *Structure et dynamique des systèmes ruraux dans les pays des Rivières du Sud : une montée de la dépendance, des risques accrus*, Tome 1. Université de Paris X, Mémoire en vue d'une HDR.

Cochet H., 2001 - *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Karthala/INAPG, Paris.

Colin J.P., 2008 - « Disentangling intra-kinship property rights in land. A contribution of economic ethnography to land economics in Africa », *Journal of Institutional Economics*, 4, p. 231-254.

Colin J.P., Le Meur P.Y., Leonard, 2009 - *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers : Du cadre légal aux pratiques locales*, Karthala, Paris.

Dufumier M., 1986 - *Les politiques agraires*, PUF, Paris.

Dufumier M., 1996 - *Les projets de développement agricole : manuel d'expertise*, Karthala/CTA, Paris/Wageningen.

Écoutein J.-M. et al., 1999 - « Aménagement technique du milieu, In : Rivières du Sud : Sociétés et mangroves ouest-africaines », in Cormier Salem, M.-C. (dir.), *Rivières du Sud. Sociétés et Mangroves ouest-africaines*, IRD Éditions, Marseille, p. 209-268.

Gueneau M.C., 1986 - *Afrique : les petits projets de développement sont-ils efficaces ?*, L'Harmattan, Paris.

Guilcher A., 1956 - « L'envasement de l'estuaire du Rio Kapatchez (Guinée française) et ses causes », *Compte rendu du XVIII^e congrès international de géographie*, Rio de Janeiro, p. 241-247.

Hawthorne W., 2000 - « Migrations and statelessness : the expansion of the Balanta of Guinea-Bissau, 1900-1950 », in Gaillard, G. (dir.), *Migrations anciennes et peuplement actuel des Côtes Guinéennes*, Les cahiers Lillois d'économie et de sociologie, L'Harmattan, Paris, p. 139-150.

Le Roy E., 2003 - « Actualité des droits dits "coutumiers" dans les politiques foncières en Afrique et dans l'Océan Indien à l'orée du XXI^e siècle », *Cahiers d'Anthropologie du droit*, p. 237-263.

Neumeyer J., 2009 - *Analyse filière Riz BG 2009*, ISTOM, Mémoire de fin d'études.

Norsa J., 2011 - *Le riz de mangrove (Bora Malé) en Guinée : propositions d'améliorations pour le développement de sa commercialisation*, ISTOM, Mémoire de fin d'études.

PRESEAO, 2011 - *Analyse de la compétitivité du riz local en Guinée*, Michigan State University.

Rétif P., 2011 - « Note de travail sur la phase additionnelle du Projet RIZ BG 2 », AfD, Conakry.

Rey P., 2010 - « Une iniquité consensuelle. Le cas des droits fonciers et de la gestion des conflits en Guinée Maritime », in Bret B., Gervais-Lanbony P., Hancock C., Landy F. (dir.), *Justice et injustices spatiales*, Presses Universitaires de Paris Ouest, Paris.

Rey P., 2011a - « Droit foncier, quelles perspectives pour la Guinée ? », *Annales de géographie*, 679/3, p. 298-319.

Rey P., 2011b - « The local and the global. Local power and globalization », *International Social Science Journal*, 202, p. 437-444.

Rey P., 2012 - « Quelles perspectives pour le développement durable dans des contextes communautaristes ? », in Stoessel-Ritz J., Blanc M., Mathieu N. (dir.), *Développement durable, communautés et sociétés. Dynamiques socio-anthropologiques*, PIE Peter Lang, Brussels, New York, p. 127-140.

Rivière C., 1973 - « Dynamique des systèmes fonciers et inégalités sociales : le cas guinéen », *Cahiers internationaux de sociologie*, 54, p. 61-94.

Rossi G., 2000 - *Atlas infogéographique de la Guinée Maritime*, Projet Observatoire de la Mangrove, CNRS-IRD-AFD-CNSHB, Conakry-Talence.

Rossi G., Bazzo D. et Lauffer M., 2002 - « La Guinée maritime aujourd'hui », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 217, p. 31-62.

Ruë O., 1998 - *Aménagement du littoral de guinée, Mémoires de mangrove, des mémoires de développement pour de nouvelles initiatives*, l'Harmattan, Paris.

Suret-Canale J., 1970 - *La République de Guinée*, Éditions Sociales, Paris.

Suret-Canale J., 1980 - *Essais d'histoire africaine. De la traite des Noirs au néocolonialisme*, Éditions Sociales, Paris.

Weber J., 1998 - « Ressources renouvelables et systèmes fonciers », in Lavigne Delville, P. (dir.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*, Karthala-Coop française, Paris, p. 20-22.